



## FAITS SAILLANTS DU SOMMET DE L'ONU SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE: VENDREDI 25 SEPTEMBRE 2015

Le Sommet de l'ONU sur le développement durable s'est ouvert vendredi le 25 septembre, au Siège de l'ONU à New York, avec une séance plénière d'ouverture au cours de laquelle les délégués ont adopté par acclamation le programme à l'horizon 2030 pour le développement durable. Lars Løkke Rasmussen, Premier ministre du Danemark, et Yoweri Museveni, Président de l'Ouganda, qui ont co-présidé le sommet de trois jours, ont exhorté les dirigeants du monde à prendre des mesures sur la mise en œuvre des objectifs de développement durable (ODD).

Le Pape François a visité le Siège de l'ONU dans la matinée et a pris la parole devant l'Assemblée générale de l'ONU avant la réunion de la séance plénière de haut niveau. Deux dialogues interactifs ont eu lieu dans l'après-midi, sur: l'éradication de la pauvreté et de la faim; la lutte contre les inégalités; et l'autonomisation des femmes et des filles sans exclusive. Les dirigeants des pays aussi prononcé des déclarations à la plénière, qui s'est poursuivie jusqu'à tard dans la soirée.

### CÉRÉMONIE D'OUVERTURE ET ADOPTION

Les États membres des Nations Unies s'étant installés dans leurs sièges pour la séance plénière d'ouverture du Sommet de l'ONU sur le développement durable, ils ont visionné un film intitulé «La Terre depuis l'espace», sur le thème des personnes et de la planète, et écouté des spectacles des chanteurs Shakira et Angélique Kidjo. Malala Yousafzai, entourée par 193 représentants de la jeunesse tenant des lanternes bleues, a souligné à l'attention des dirigeants que l'éducation est non pas un privilège mais un droit, et leur a demandé de promettre enfants la paix, la prospérité, l'éducation et la sécurité.

Le Premier ministre Rasmussen a signalé le soutien du Danemark correspondant à 0,7% du produit national brut à l'aide publique au développement (APD), et des partenariats mondiaux qui catalysent les investissements dans les pays en développement et les pays à revenu intermédiaire (PRI).

Le Président Museveni a déclaré que les ODD donnent la priorité aux principaux moteurs de la croissance économique tels que l'énergie, les transports et les technologies de l'information et de la communication (TIC), l'industrialisation et l'accès au marché. Il a demandé instamment d'assurer un financement abordable à long terme pour les projets d'infrastructure essentiels, et de rendre opérationnel le nouveau forum proposé pour combler les lacunes de l'infrastructure. Il a appelé à une réforme urgente du Conseil de sécurité des Nations unies et d'autres institutions multilatérales. Il a déclaré que le succès du programme repose sur sa capacité à lutter contre les inégalités et à améliorer la vie des plus vulnérables.

Le Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a déclaré que les 17 ODD proposent un plan de réussite, que le Programme d'action d'Addis-Abeba (AAAA) fournit un cadre de financement solide, et que les institutions doivent être adaptées à ce but. Il a souligné la nécessité d'adopter un accord sur le changement climatique, solide et universel.

Salil Shetty, Secrétaire général de l'Amnesty International, a déclaré qu'il existe quatre tests pour les ODD: l'appropriation, la responsabilité, la non-discrimination et la cohérence et l'uniformité. Il a noté que l'inégalité, l'injustice et la destruction de l'environnement sont une combinaison néfaste.

Le Premier ministre Rasmussen a alors exhorté les délégués à prendre une décision de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU) sur le document A/70/L.1, «Transformer notre monde: Programme à l'horizon 2030 pour le développement durable». Il a noté que la Cinquième Commission de l'Assemblée Générale examinera les implications du budget-programme (PBI) révisé liées à la résolution. Il a annoncé l'adoption à 11h46 HNE. Les participants ont ovationné debout, en acclamant et en agitant des drapeaux comme si un film court-métrage sur les «Objectifs mondiaux» était en train de jouer.

### PLÉNIÈRE

Tout au long de la journée, les chefs d'État et de gouvernement, et d'autres dignitaires ont pris la parole à la plénière. Ils ont souligné l'importance de: l'élimination de la faim et de la sous-nutrition; un bon état de droit et une bonne gouvernance; et un partenariat mondial efficace. Plusieurs orateurs ont souligné le rôle des marchés financiers dans la mobilisation du financement; la nécessité de fournir un soutien accru concessionnel aux États les plus pauvres et les plus touchés par les conflits; et l'importance des groupes spéciaux de pays, y compris les pays les moins avancés (PMA), les petits États insulaires en développement (PEID), les PRI et les pays en développement sans littoral (PDSL). Les orateurs ont partagé leurs expériences nationales dans la mise en œuvre des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), les leçons générées lors de leur mise en œuvre, et les opportunités et les défis offerts par les ODD. Ils ont mis l'accent sur: l'état de droit et la gouvernance comme objectifs primordiaux; l'importance des moyens de mise en œuvre, y compris la nécessité d'élargir la coopération Sud-Sud; et l'importance de renforcer l'appropriation nationale en adaptant les ODD aux contextes nationaux et régionaux.

Kolinda Grabar-Kitarovic, Présidente de la Croatie, a déclaré que l'AAAA énonce la manière de générer le financement pour le développement durable. Elle a ajouté qu'à la fin de la Conférence de Paris sur les changements climatiques, nous pouvons dire que nous avons fixé le cadre pour les ODD.

Sauli Niinistö, le Président de la Finlande, a déclaré que nous devons adapter le programme ambitieux avec des ressources ambitieuses Gurbanguly Berdimuhamedov, Président du Turkménistan, a proposé d'établir un nouveau mécanisme de coordination au niveau mondial pour la mise en œuvre des ODD, et a appelé à la redynamisation des commissions régionales.

Juan Manuel Santos Calderón, Président de la Colombie, a rappelé qu'il a proposé des ODD il y a quelques années, a salué les Objectifs en tant que bases pour les fondations nécessaires à la paix, qui sera à son tour le soutien de tous les autres domaines du développement dans un «cercle vertueux», et a souligné la nécessité d'indicateurs crédibles pour les ODD.

Abdel Fattah Al Sisi, Président de l'Égypte, a souligné le droit des pays en développement à adopter des programmes économiques et sociaux qui répondent à leurs besoins régionaux.

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé par Faye Leone, Delia Paul, Nathalie Risse, Ph.D., et Lynn Wagner, Ph.D. Edition numérique: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Version française: Hélène Kom. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service des informations de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Les bailleurs de fonds du *Bulletin* sont: l'Union européenne, le Gouvernement suisse (Office fédéral de l'environnement (OFEV) et Direction du développement et de la coopération (DDC)), et le Royaume d'Arabie saoudite. Un soutien général est accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2015, par: le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la préservation de la nature, du bâtiment et de la sécurité nucléaire (BMUB), le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, SWAN International, le ministère finlandais des affaires étrangères, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'Institut des stratégies environnementales mondiales - IGES), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUe), et le Centre de Recherche pour le développement international (CRDI). Le financement pour la traduction du *Bulletin* en français a été fourni par le gouvernement de la France, la Wallonie, le Québec et l'Organisation internationale de la francophonie/Institut de la francophonie pour le développement durable (OIF/IFDD). Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service des informations de l'IIDD, <kimo@iisd.org>, au +1-646-536-7556 ou par courrier au 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA. L'équipe du ENB au Sommet du développement durable de l'ONU 2015 peut être contactée par email à l'adresse suivante: <delia@iisd.org>.



<http://enb.iisd.mobi/>

Ralph Gonsalves, Premier Ministre de Saint-Vincent-et-les Grenadines, a souligné que son pays est particulièrement vulnérable aux effets du réchauffement climatique.

José Maria Pereira Neves, Premier ministre Cap Vert, a souligné l'ambition de son pays de construire une économie verte et bleue, équitable et inclusive.

Perry Gladstone Christie, Premier ministre de Bahamas, a déclaré que le partenariat mondial doit aborder la question de l'endettement élevé, et la vulnérabilité des pays aux chocs exogènes. Il a appelé à la capitalisation du Fonds vert pour le climat.

Angela Merkel, Chancelière d'Allemagne, a noté que les ODD s'appliquent à tous et que l'Allemagne fera rapport au HLPF en 2016 sur la mise en œuvre nationale. Elle a appelé à une vision commune sur la décarbonisation au niveau mondial.

Narendra Modi, Premier ministre de l'Inde, a déclaré que l'élimination de la pauvreté est notre plus grande obligation. Il a ajouté que le «fondement de notre entreprise» est le principe de responsabilités communes mais différenciées (RCMD), a souligné la nécessité pour la justice climatique, et a exprimé l'espoir que le Mécanisme de facilitation dans le domaine de la technologie (TFM) va transformer la technologie en un bien public.

Edna Kenny, Premier Ministre de l'Irlande, a souligné la nécessité d'un accord pour galvaniser l'action; des progrès plus rapides sur l'égalité des sexes et de la bonne gouvernance.

Mark Wilson, Président directeur général, Aviva, a demandé à l'AGNU de fournir une feuille de route pour les marchés de capitaux durables.

Jim Yong Kim, Président du Groupe de la Banque mondiale, a souligné l'importance de fixer des objectifs, d'élaborer des stratégies et de s'appuyer sur les enseignements tirés de la mise en œuvre des ODD.

Christine Lagarde, Directrice générale du Fonds monétaire international, a souligné: une augmentation de 50% des ressources concessionnelles disponibles pour les pays les plus pauvres; et une intensification de l'appui aux États fragiles et touchés par un conflit.

Raimonds Vējonis, Président de la Lettonie, a déclaré que l'état de droit constitue le «principe dorsale» de la transformation économique et sociale.

Salvador Sánchez Cerén, Président d'El Salvador, a appelé à l'élargissement de la coopération Sud-Sud et à une vision intégrale et plurielle du financement des ODD.

Faure Essozimna Gnassingbé, Président du Togo, a mis l'accent sur l'adaptation des ODD aux contextes nationaux et régionaux.

Michelle Bachelet Jeria, Présidente du Chili, a souligné la cohésion sociale et l'occasion offerte par l'ODD de réaliser l'intégration économique. Arthur Peter Mutharika, Président du Malawi, a souligné la nécessité de mettre en œuvre les objectifs liés au genre.

David Arthur Granger, Président de la Guyana, a appelé à l'unité d'efforts pour mettre en œuvre les ODD, y compris la réforme du système des Nations Unies; la mobilisation du financement de toutes les sources; et à l'opérationnalisation du mécanisme de facilitation dans le domaine de la technologie.

Uhuru Kenyatta, Président, au Kenya, a appelé à l'augmentation des niveaux de l'APD, mieux cibler les ressources pour répondre aux besoins des plus pauvres, et à des réformes commerciales pour soutenir la mise en œuvre des ODD.

Ellen Johnson-Sirleaf, Présidente du Libéria, a appelé à un partenariat renouvelé et revitalisé entre les nations, avec une attention particulière au commerce équitable, à la fiscalité et à la technologie, tout en luttant contre le commerce illicite et le terrorisme.

Anoté Tong, Président de Kiribati, a appelé à un accord ambitieux, significatif, juridiquement contraignant lors de la Conférence de Paris sur les changements climatiques, avec un mécanisme spécial pour une action rapide pour ceux qui se trouvent sur les lignes de front du changement climatique.

Juan Carlos Varela Rodríguez, Président du Panama, a pris l'engagement de restaurer 50% des zones déboisées du Panama au cours des 20 prochaines années. Il a déclaré que l'élargissement du canal de Panama sera achevé en 2016, ce qui permettra de fournir plus de ressources pour atteindre les ODD.

Muhammadu Buhari, Président du Nigeria, a déclaré que son pays est déterminé pour une gestion financière et budgétaire transparente et pour la mise en place de mécanismes de lutte contre le vol de pétrole.

Tommy Esang Remengesau, Président de Palau, a déclaré que son pays vise le renouvellement de 20% de l'énergie utilisée à Palau d'ici 2020. Il a ajouté que le pays cherche à être neutre en carbone d'ici 2050 et est en train de mettre en place le Sanctuaire marin national de Palau, qui va fermer une zone de la taille de la France à la pêche commerciale.

Evo Morales Ayma, Président de la Bolivie, a indiqué que son pays a réduit l'extrême pauvreté de plus de 40% à 17%, et a atteint la plupart des OMD, ce qui n'aurait pas été possible si les ressources étaient restées dans des mains privées.

Truong Tan Sang, Président du Viet Nam, a déclaré que les pays développés devraient prendre l'initiative d'assurer le renforcement des capacités, le transfert de technologie, la facilitation du commerce et l'accès aux ressources financières dans les pays en développement.

János Ader, Président de la Hongrie, a demandé instamment de parvenir à un accord lors de la Conférence de Paris sur les changements climatiques, en remarquant que dans quelques jours, il ne restera plus que 40 jours.

Elbegdorj Tsakhia, Président de la Mongolie, a souligné l'importance: de la prise de responsabilité pour assurer la pleine mise en œuvre complète du programme à l'horizon 2030; de la bonne gouvernance; de l'état de droit; et des institutions fiables de surveillance et de reddition des comptes fiables.

Don Felipe VI, roi d'Espagne, a fait remarquer que son pays a créé, avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le premier fonds dédié aux ODD, qui finance des projets dans plus de 17 pays. Il a exprimé l'engagement de son pays à fournir 0,7% du PIB d'ici 2030 pour les pays en développement, avec un accent sur les PMA.

Simonetta Sommaruga, Présidente de la Suisse, a déclaré que les priorités pour la Suisse comportent des objectifs sur: l'égalité des sexes; l'eau, aller au-delà de l'accès à l'eau potable et de l'assainissement; la paix et les sociétés bénéficiant à tous; et la santé, objectif qui traite des maladies non transmissibles et de la santé sexuelle et reproductive, et des droits.

Juan Orlando Hernández Alvarado, Président du Honduras, a noté les progrès réalisés dans son pays sur le trafic de drogue. Il a souligné l'importance de créer des emplois pour les femmes et a exprimé sa préoccupation au sujet des impacts du changement climatique sur le Honduras.

Robert Mugabe, Président d Zimbabwé, a appelé à la levée immédiate des sanctions contre son pays, et à des ressources financières adéquates pour la mise en œuvre du Programme.

## DIALOGUES INTERACTIFS

**Éradiquer la pauvreté et la faim:** Miro Cerar, Premier Ministre de la Slovénie, et Ralph Gonsalves, Premier Ministre de Saint-Vincent-et-les Grenadines, ont co-présidé le dialogue. Cerar a souligné que 836 millions de personnes dans le monde vivent dans l'extrême pauvreté, et 800 millions souffrent de malnutrition chronique.

Hage Geingob, Président de la Namibie, a déclaré que son pays est en train de mener une guerre contre la pauvreté et a adopté des approches conséquentes, y compris la tenue de réunions à l'Hôtel de ville.

Catherine Samba-Panza, Chef de l'État de transition, République centrafricaine, a appelé au développement égal et à offrir aux jeunes l'innovation et l'opportunité.

Marie-Louise Coleiro Preca, Malte, a fait remarquer que la pauvreté n'est pas une question de personnes, mais est enracinée dans la justice politique et économique, et que le scénario socio-économique actuel a créé de plus grandes disparités, et l'aggravation de la pauvreté et de la faim.

Ibrahim Boubacar Keita, Président du Mali, a déclaré que 15% du budget national sera alloué à l'éradication de la faim dans le pays. Il a noté que dans le budget adopté il y a cinq jours, le Mali a alloué 15,1% au développement agricole.

Edgar Chagwa Lungu, Président de la Zambie, a noté la détermination de son pays à mettre fin à la faim, assurer la sécurité alimentaire et mettre fin à toutes les formes de malnutrition, et son engagement à des programmes de protection sociale.

Se qualifiant d'«optimistes impatientes», Bill et Melinda Gates, co-présidents de la Fondation Bill et Melinda Gates, ont appelé à investir dans les femmes et les enfants et ont noté que ces investissements peuvent bénéficier à l'économie. Ils ont ajouté que les ODD présentent une opportunité pour «des progrès incroyables».

Paul Polman, PDG d'Unilever, a appelé à la réduction des déchets alimentaires, et à disposer de paramètres clairs dans tous les ODD et les cibles.

Le Panama a souligné la guerre et les conflits comme une cause majeure de la pauvreté et de la faim, notant que le dialogue est un outil clé pour forger des alliances et pour accélérer les solutions.

Erna Solberg, Premier Ministre de la Norvège, a déclaré que le milliard de personnes qui vivent encore dans l'extrême pauvreté se trouvent souvent dans les sociétés les plus riches, et qu'une distribution plus équitable des richesses est nécessaire. Elle a appelé au doublement du niveau de l'aide à la Syrie.

Hailemariam Dessalegn, Premier Ministre d'Éthiopie, a déclaré que son pays alloue actuellement plus de 70% de son budget aux secteurs pro-pauvres tels que l'éducation, la santé et l'agriculture, et a souligné l'importance des petites exploitations agricoles comme base pour la sécurité alimentaire.

Prayuth Chan-O-Cha, Premier Ministre de la Thaïlande, a déclaré que les inégalités persistent dans son pays en dépit de la réduction de la pauvreté, en raison de concentration de la propriété des terres et des ressources par une minorité. Il a ajouté que l'équilibre et la modération forment la base du développement durable. David Arthur Granger, Président de la Guyane, a déclaré que les pays devraient façonner les politiques fiscales qui offrent un espace pour permettre aux gouvernements de faire ce qui est nécessaire pour les pauvres et les affamés.

Michael J. Morrissey, Président et Directeur général de International Insurance Society, a déclaré que la capacité à financer et à gérer les risques constitue une clé du développement de la société. Il a souligné le rôle de l'industrie de l'assurance dans l'élévation du niveau de vie et la fourniture de la protection sociale.

Winnie Byanyima, Directeur exécutif, Oxfam International, a appelé à: la tenue des pourparlers sur les changements climatiques; l'augmentation du pouvoir de décision des pays «pauvres»; et l'ouverture d'un espace pour permettre au citoyens de faire avancer le programme à l'horizon 2030.

Le Viet Nam a souligné que son programme multidimensionnel de l'éradication de la pauvreté aborde le revenu, les soins de santé, l'éducation, l'eau potable et l'assainissement, et l'accès à l'information. Il a appelé à l'intégration de l'éradication de la pauvreté dans les programmes publics.

Helen Clark, Administrateur du PNUD, a souligné la nécessité de ne laisser personne pour compte et a ajouté qu'il semble y avoir une forte appropriation nationale pour les ODD.

Ahmet Davutoğlu, Premier Ministre de la Turquie, a déclaré que son pays a généré plus de six millions de nouveaux emplois après la crise mondiale, et que sa politique de la porte ouverte sur la protection des réfugiés se poursuit. Il a plaidé pour: une éducation de qualité, des institutions fortes, à l'imputabilité, et à l'investissement dans l'agriculture. Roberto Azevedo, Directeur général de l'Organisation mondiale du commerce, a appelé à la réforme des règles commerciales pour les rendre plus équitables et plus durables.

Le représentant du Koweït a déclaré que son pays fournit une aide humanitaire importante, y compris sur la sécurité alimentaire.

Le Soudan a fait remarquer que son pays a augmenté les dépenses de protection sociale et a amélioré les salaires et les services de base. Il a appelé au renforcement du partenariat international, à l'augmentation des investissements en agriculture et à l'ouverture des marchés pour combattre la pauvreté.

Le représentant de la Gambie a déclaré que son pays a mis sur pied de nombreux programmes visant à éliminer la faim, et a introduit des initiatives pour le développement inclusif. Le Pakistan a appelé au: ciblage du micro-financement; au soutien pour les programmes de filets de sécurité sociale; et à la réalisation des engagements inachevés concernant l'APD.

Belize a souligné l'utilisation de l'évaluation multicritères de son pays pour la prise de décision prioritaire, et a demandé instamment à la communauté internationale d'examiner la question de soutien pour les PEID et la viabilité de la dette à long terme pour les PRI.

Action sur le handicap et le développement (ADD) International a demandé instamment aux États membres de soutenir les personnes handicapées.

Asa Skogstrom Feldt, Président et Directeur général de The Hunger Project, a déclaré qu'un gouvernement local efficace et responsable est nécessaire pour résoudre le problème de la faim et de la pauvreté, arguant qu'il ne s'agit pas d'un problème

technique mais un humain, et a appelé à l'inclusion d'un développement dirigé par la communauté dans le programme de politique internationale.

La France a souligné l'importance des soins de santé universels, en soutenant que ces dernières années «nous ont cruellement rappelé» que le monde n'est pas prêt à faire face à des épidémies telles qu'Ebola.

Le représentant du Cambodge a souligné la réussite du pays à réduire la pauvreté de 53% en 2004 à 20,5% en 2014. Il a noté la vulnérabilité du Cambodge aux chocs économiques, en disant que la perte de seulement 30% par jour de revenu par tête d'habitant reviendrait à doubler le taux de pauvreté. Il a également souligné la stratégie nationale de protection sociale du Cambodge, qui comprend des filets de sécurité alimentaires, et a examiné les besoins de développement changeants qui affectent les revenus et l'accès à la nourriture.

Le représentant du Canada a souligné les efforts de son pays pour améliorer la nutrition et la santé maternelle et infantile dans les pays en développement, ainsi que le travail du Canada sur l'Initiative Repenser le financement du développement (RDFI) sur le financement mixte comme un moyen de financer les ODD.

Les Philippines ont souligné que les pauvres devraient être habilités à participer à la croissance et à la planification pour le développement.

Le représentant du Brésil a souligné que son pays a augmenté l'accès à l'eau pour les communautés isolées, ce qui a permis d'atteindre 1,2 million de personnes.

Afrique du Sud a noté que les conflits sapent les efforts de l'Afrique pour parvenir au développement durable, et a souligné la nécessité d'une intégration dans le développement et de la participation des citoyens.

Patrick Gomes, Secrétaire général d'Afrique, Caraïbes et Pacifique (ACP), a appelé à une approche multidimensionnelle reliant par exemple, les aliments, les ressources énergétiques et hydriques pour le développement durable, et a ajouté que les pays de l'ACP s'appuieront sur la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire.

L'UPL Limited a demandé d'apporter la technologie aux agriculteurs et de faire des petits exploitants agricoles des petits agriculteurs bancables.

Malte a déclaré que la pauvreté est non seulement une maladie économique, mais qu'elle conduit à un manque d'accès aux services de base, et devrait être traitée comme une question de droits de l'homme.

Le représentant de la République démocratique populaire lao a présenté le développement rural et l'éradication de la pauvreté en tant que premières priorités de son pays, et a ajouté que l'infrastructure adéquate et la capacité de mobiliser suffisamment les ressources figurent parmi les défis à relever pour atteindre les ODD.

Le représentant de Myanmar a déclaré que son pays a donné la priorité à la réduction de la pauvreté, la mise en œuvre des institutions de micro-finance, la conservation de l'environnement et de l'énergie locale, et a souligné l'importance de l'assistance, y compris pour les catastrophes dues à l'inondation.

José Graziano da Silva, Directeur général de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture des Nations Unies (FAO), a observé que la pauvreté et la faim doivent être abordées ensemble. Il a appelé à une modification de la façon dont nous produisons et consommons la nourriture et à rendre le système de fabrication des aliments plus inclusif et résilient.

Ertharin Cousin, Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial (PAM), a souligné l'importance: des filets de sécurité; des programmes de sensibilisation pour accompagner les interventions; aborder les droits fonciers, l'éducation, l'accès au crédit, les infrastructures et l'accès aux opportunités de marché équitables dans les plans de développement; et l'inclusion des entités multinationales, nationales et locales dans les partenariats public-privé.

La Ligue des États arabes (LEA), a déclaré que le LAS est désireux de coopérer avec la communauté internationale; et a noté que certains soutiens sont nécessaires.

**Lutte contre les inégalités, l'autonomisation des femmes et des filles et sans laisser personne pour compte:** Ce dialogue a été coprésidé par Kolinda Grabar-Kitarović, Présidente de la Croatie, et Uhuru Kenyatta, Président du Kenya. Grabar-Kitarović a ouvert le dialogue et a souligné que la lutte contre l'inégalité entre les sexes doit être «au cœur de nos efforts», et a souligné la nécessité de mécanismes de redistribution équitable et la bonne gouvernance. Kenyatta a noté que les niveaux de durabilité sont

généralement plus faibles dans les États avec des niveaux élevés d'inégalité. Il a souligné que «la jeunesse doit être et sera le moteur du changement».

Edi Rama, Premier ministre de l'Albanie, a noté que son pays a un quota de 50% pour la participation des femmes aux conseils municipaux, et a déclaré que le plus grand défi pour l'Albanie est l'accès à la justice. Luis Guillermo Rivera Solís, Président de Costa Rica, a souligné l'indépendance économique des femmes, et a mis l'accent sur les plans pour intégrer les femmes et les filles handicapées dans la main-d'œuvre. Juan Alfonso Fuentes Soria, Vice-Président du Guatemala, a déclaré que son pays a atteint la parité dans le domaine de l'éducation à tous les niveaux, et fait des progrès dans la prééminence des femmes sur les listes électorales, mais que les conditions qui permettent des progrès sont «loin d'être réalisées».

David Gunnlaugsson, Premier Ministre de l'Islande, a souligné la nécessité de combler l'écart dans les salaires des personnes de sexes différents, et a exhorté ses collègues masculins à s'inscrire pour la campagne «Il pour Elle». Phumzile Mlambo-Ngcuka, Directrice exécutive de l'ONU Femmes, a déclaré «nous devrions avoir plus de femmes présidentes dans cette salle en 2030». Elle a également souligné la nécessité du respect des droits sexuels et reproductifs.

Julia Gillard, président du conseil d'administration de Partenariat mondial pour l'éducation, a présenté les avantages de l'éducation des filles, y compris que les mères instruites investissent davantage dans l'éducation de leurs enfants, la croissance économique est plus rapide lorsque les enfants apprennent, et les prestations de santé également.

Pakalitha Mosisili, Premier Ministre du Lesotho, a souligné la nécessité de l'enseignement public, soutenant qu'elle constitue la seule façon de changer la discrimination tenace, comme la règle constitutionnelle selon laquelle seul un enfant premier-né de sexe masculin peut succéder au trône.

Neven Mimica, Commissaire européenne pour la Coopération Internationale, a déclaré que l'UE a adopté un nouveau cadre qui place les femmes et les filles au cœur de sa coopération au développement.

As Sy, Secrétaire général, Fédération internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR), a souligné que l'attention aux besoins des femmes et des filles doit être une priorité dès le début lors de la réponse aux catastrophes.

Les Pays-Bas ont souligné la nécessité de garantir les droits sexuels et de reproduction pour toutes les femmes et toutes les filles. La représentante a annoncé que les Pays-Bas ont lancé des programmes: pour corriger les inégalités entre les femmes et les jeunes; financer les possibilités les femmes; et renforcer les capacités des OSC pour faire pression et plaider la cause des femmes et des filles.

Reeta Roy, Président et Directeur général, Fondation MasterCard, appelé l'attention sur la plate-forme de partenariat la philanthropie au [www.sdgfunders.org](http://www.sdgfunders.org) et a invité d'autres secteurs à se joindre. Le représentant de Bahreïn a décrit les dispositions constitutionnelles de son pays appelant tous les citoyens à participer à la vie de la société.

Zeid Ra'ad Al Hussein, Haut Commissaire des Nations Unies pour les droits de l'homme, a appelé à lutter contre les inégalités horizontales ainsi que verticales, telles que les différences de salaires bruts entre les chefs de la direction et les travailleurs.

Akihiko Tanaka, Président de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA), a souligné les liens entre les ODD, la sécurité humaine et l'éradication des inégalités entre les sexes. Il a déclaré que JICA lance un programme de formation pour sept pays asiatiques sur la réduction des risques de catastrophe.

L'Estonie a mis en exergue le rôle des TIC dans l'accroissement des possibilités d'éducation.

La Jamaïque a souligné l'importance de veiller à ce que la petite fille participe à la prise de décision.

Vladimir Cuk, Directeur exécutif, International Disability Alliance, a appelé à la connexion du programme à l'horizon 2030 avec la Convention des Nations Unies sur les droits des personnes handicapées (CDPH), et a exprimé son espoir que le nouveau cadre apporte des changements, ce qui permettrait aux personnes handicapées d'être reconnues comme membres actifs, et de contribuer à la société.

Les Maldives ont présenté leur évolution dans leurs efforts pour d'assurer que tout le monde peut lire et écrire, et pour l'ouverture d'une université nationale et octroyer des prêts de l'enseignement supérieur.

Le représentant de la Colombie a déclaré que son pays a alloué des ressources pour l'égalité des sexes.

Irina Bokova, Directrice générale de l'Organisation de l'ONU pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), a déclaré que si nous n'accélérons pas le développement de l'éducation, il faudra 70 ans pour atteindre la pleine scolarisation des filles pauvres dans l'enseignement primaire.

Le Mexique a noté les initiatives nationales qui incluent la formation sur les questions liées à l'égalité entre les sexes, en tant qu'une disposition transversale.

Le Qatar a déclaré que sa vision nationale comprend le renforcement du potentiel des femmes et de leur engagement social et économique, en tant qu'un pilier majeur.

William Lacy Swing, Directeur général de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), a appelé à un texte plus équilibré sur la migration, qui, a-t-il ajouté, peut constituer un moyen de surmonter les inégalités. Il a commenté que les politiques d'immigration actuelles donnent «une subvention libre à des passeurs».

Camilla Crosio, Président de la Campagne mondiale pour l'éducation, a déclaré que l'Objectif 4 a le potentiel d'être un promoteur de tous les autres droits, et a exprimé son inquiétude concernant la marchandisation de l'éducation qui place le profit avant le droit à l'éducation.

Israël a souligné les possibilités de développement égales pour tous et a appelé à s'unir dans un programme commun pour la région du Moyen-Orient.

Alicia Barcena, Secrétaire exécutive de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), a souligné l'impact économique de la grossesse chez les adolescentes, la nécessité d'un fardeau égal pour les hommes et les femmes dans l'économie des soins, et la nécessité de plus de dirigeantes femmes.

Arancha Gonzalez, directeur exécutif, Centre du commerce international (ITC), a déclaré que l'ITC a lancé un appel à l'action pour une durée de cinq ans, visant à amener dans le système des un million de femmes entrepreneurs des pays en développement.

ONUSIDA a noté qu'il y a 15 ans, le visage de l'épidémie de sida était souffrance, la mort et la discrimination, et a souligné que la lutte contre le sida a été une histoire de l'inclusion.

Jakaya Mrisho Kikwete, Président de la Tanzanie, a soutenu l'égalité des chances pour les femmes de posséder des biens, et l'élimination des lois discriminatoires sur l'utilisation et la propriété des terres.

L'UNICEF a déclaré qu'avant que nous puissions investir dans les enfants qui sont dans le besoin, nous devons savoir «qui ils sont, où ils sont, et pourquoi ils sont dans ces situations», et a appelé à des données de bonne qualité et bien ventilées.

Le groupe IKEA a déclaré que la société doit éviter la discrimination entre les sexes dans les jouets, travailler pour combler l'écart entre les sexes dans les cadres supérieurs, égaliser les salaires des travailleurs à temps partiel et à temps plein, et employer un indice de l'égalité pour les personnes lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres (LGBT).

Shirin Chaudhury, Président de l'Association parlementaire du Commonwealth, a souligné la nécessité de considérer qui n'est pas entendu ou qui n'est pas à la table lors de la prise des décisions.

## DANS LES COULOIRS

Dans une journée entièrement marquée par des discours, la présence de très hautes personnalités et des multitudes de barrières de sécurité, la foule la plus enthousiaste venait peut-être du Secrétariat de l'ONU même, en raison des propos que le Pape François a tenus à l'égard du personnel de l'ONU, tôt le vendredi matin. «En fait j'ai gagné une loterie pour assister», a déclaré un membre du personnel du Secrétariat permanent de l'ONU, aligné à 7h30 à l'extérieur du Siège et tenant son billet - un des 800 billets décernés à l'issue d'une sélection aléatoire pour cet événement populaire.

Beaucoup ont été touchés par les commentaires du Souverain pontife lorsqu'il a fait l'éloge du rôle de l'ONU et reconnu le sacrifice des membres de son personnel tués au cours des missions de paix et de réconciliation. «Le travail que vous faites ici n'est pas le genre qui fait les nouvelles», a-t-il déclaré. «Vous vous inquiétez de l'avenir de la planète, et de quel genre de monde nous laisserons aux générations futures». Il a encouragé le personnel à incarner dans leur service «l'idéal selon l'ONU, d'une famille humaine unie qui vit en harmonie».

Alors qu'il était conduit à l'ouverture de l'Assemblée générale des Nations Unies dans une voiturette de golf, à travers le couloir, un chœur d'enfants a levé ses voix dans un chant pour accompagner «Il Papa»: les applaudissements étaient nourris et assourdissants.